

Lettre ouverte

16/10/09

Réseau **VOITURAGE GRATUIT**
<http://mobilitepartagee.free.fr>

école de la mobilité

siret 501 000 913 000 13

au siège de l'Internationale économique de l'écologie
1, rue de l'avenir 73100 Aix-les-Bains 04 79 88 99 59

Objet : Vol de la Fiat Palio par ruse et abus de confiance

à Madame **MORIN Isabelle** et à ses complices
18, av. Charles De Gaulle 73100 Aix-les-Bains 06

Aix-les-Bains, 4e trimestre 2009

Madame,

Les membres du Réseau **VOITURAGE GRATUIT** ont la courtoisie de vous informer que nous allons suivre le conseil du Juge du Tribunal d'Instance d'Aix-les-Bains, Madame A. CHAMBELLANT, en nous engageant dans une procédure de **droit commun**.

En effet, l'**école de la mobilité** montre l'exemple avec des moyens limités ; vous en avez profité pendant des mois jusqu'à nous voler une partie de notre travail, financé avec nos allocations chômage et le partenariat de 22 sponsors de proximité. Nous voulons faire un exemple afin d'illustrer notre rôle d'école en matière de citoyenneté.

Nous constatons que vous avez ignoré nos deux dernières lettres recommandées. Nous décidons donc de rendre ce courrier public.

Que la **classe dominante** fasse des lois en sachant pertinemment qu'elle ne les respectera pas parce qu'elle se sait protégée par une justice de classe voire de caste est **une chose**,
que la classe des exploités s'exonère de l'éthique nécessaire pour sortir de l'ornière et conquérir son émancipation en est **une autre**.

À notre avis, le changement passe par l'exemplarité, couplée à la combativité, et non par la facilité.

Il ne faut pas que nos prédécesseurs aient fait **la révolution** pour rien. Les « droits de l'homme » ne se limitent pas une affiche exposée dans le hall d'entrée d'un commissariat de Police qui a rejeté notre plainte pour « tentative d'extorsion de fonds » parce qu'une astuce permet de légaliser la malice. La statistique a pris le pas sur le respect des **droits** et la **sécurité des citoyens**.

Qui, aujourd'hui, peut exercer son métier sans subir les normes destructrices d'un système économique et politique en faillite ?

Nous allons poursuivre la démarche judiciaire conseillée par les autorités compétentes et **amplifier** la communication sur le combat du Réseau **VOITURAGE GRATUIT**, atelier d'apprentissage de l'**école de la mobilité**, pour développer son activité auprès des populations concernées d'autant que nous constatons que votre acte malveillant s'inscrit dans une succession d'obstacles dressés par les politiciens et les ayatollahs du « développement durable » contre toutes les initiatives citoyennes qui sortent du moule imposé.

Vous pourrez prendre connaissance de ces faits sur notre site <http://mobilitepartagee.free.fr>

Nous remettons une copie de ce courrier avec **un dossier complet** à plusieurs acteurs de la vie locale et nationale tel que :

- Les nouveaux covoitureurs du Réseau **VOITURAGE GRATUIT** et nos sponsors
- Monsieur Le 1er adjoint de la ville d'Aix-les-Bains avec qui vous étiez en réunion avant de prendre votre décision
- L'assistante sociale du quartier
- Monsieur Le Commissaire de Police d'Aix-les-Bains
- Monsieur Le Préfet de la République nommé en Savoie
- Monsieur Le Procureur de la République
- Monsieur Jacques GIRARD, journaliste, et plusieurs sites internet
- Et Tout destinataire que nous jugeons utile.

Dans l'immédiat, ce courrier vous rappelle deux revendications :

1) **Honorer votre engagement financier**, signé par vos soins, en nous payant les sommes dues soit 300 euros pour le mois de septembre 2009 et 250 euros au titre du mois d'octobre.

2) **D'arrêter**, dans l'intérêt de vos propres enfants, **de nous faire un doigt**, devant eux, quand vous nous croisez en voiture. Il est vrai que ce geste grossier est devenu à la mode d'autant que l'exemple vient d'en haut : le fils du premier ministre et le ministre de l'émigration qui usent de ce geste pour s'exprimer parce qu'ils se savent protégés.

Nous vous invitons à prendre **conscience** qu'au cours de nos années de militantisme, nous avons subi pressions et repressions jusqu'à perdre notre emploi.

Rien, non, rien, ne nous détournera du chemin que nous nous sommes tracés en toute **conscience**. C'est celui de l'émancipation.

Nous vous prions de croire, **Madame**, en notre indéfectible détermination à construire l'école de la mobilité malgré les difficultés. N'hésitez pas à le répéter à vos amis de droite et d'extrême droite dont les actes de dégradation à l'encontre de nos véhicules ont été consignés par voie d'huissier !